

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 8 JUILLET 1903.

Proposition de loi sur la vaccination antivariolique et la revaccination obligatoires (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. DELBEKE.

MESSIEURS,

Trois sections ont adopté la proposition, deux l'ont rejetée. Une section a omis d'émettre un vote mais elle a nommé un rapporteur hostile au principe de la proposition de loi. Le nombre de membres présents dans les six sections était de vingt-quatre.

La section centrale est unanime à rendre hommage aux intentions des signataires de la proposition, qui veulent extirper parmi nos populations le fléau de la variole. Mais elle pense que le remède proposé n'est ni compatible avec nos mœurs nationales, ni indispensable dans notre pays.

Nos concitoyens, qui répugnent tant à l'obligatoire, supporteraient mal l'obligation légale sanctionnée par des peines, de subir, de leur personne, une opération médicale et une infusion dans leur sang d'une matière virulente.

La révolte serait plus certaine devant l'obligation de la revaccination, après le délai d'immunité que la science médicale n'a pas encore pu déterminer, mais qui apparaît de plus en plus comme étant très court.

Au bout de peu de temps, nos populations, que les moyens de propagande et de persuasion, les facilités données au public et les règlements scolaires habituent aujourd'hui si heureusement à la vaccination même répétée, se rejetteraient en arrière devant l'obligation légale, — et bientôt le parti anti-vaccinateur, si remuant en Angleterre, en Allemagne et en France, trouve-

(1) Proposition de loi, n° 25.

(2) La Section centrale, présidée par M. SCHOLLAERT, était composée de MM. HENRI DELVAUX, TERWAGNE, DENIS, LEEFEBVRE, DE PONTIÈRE, DELBEKE.

rait en Belgique un terrain favorable. La conséquence certaine, ce serait le vaccin déconsidéré et les populations mises en défiance contre son emploi. Une fois de plus, la contrainte légale atteindrait un résultat opposé à son but.

L'adoption de la proposition serait d'ailleurs un précédent dangereux. Si le virus préventif de la variole devient obligatoire, pourquoi les sérums contre la diphtérie et contre la rage ne le deviendraient-ils pas ? Tous les motifs invoqués pour l'opération de Jenner peuvent valoir pour l'application des découvertes de Roux et de Pasteur. L'efficacité de ces sérums paraît certaine. La diphtérie, — l'effroi des mères, — est fréquente et contagieuse. La rage — qui court les rues — nous menace tous. Elle est un mal d'une horreur indicible. A-t-on le droit de refuser de s'immuniser quand on expose ainsi au fléau non seulement soi-même, mais les autres ?

Et à mesure que la sérothérapie fera des progrès, d'autres virus, comme la tuberculine et le sérum antityphique, demanderont leur inscription parmi les vaccins obligatoires.

Les partisans de la proposition prétendent que son adoption s'impose parce que dans d'autres pays l'obligation de la vaccination antivariolique aurait pour ainsi dire mis fin à la variole. Cette affirmation a été taxée d'exagération. La Section centrale, à défaut d'information et de documentation précise, n'a pu la vérifier avec certitude. Elle n'a pas cru devoir retarder ce rapport pour faire sur ce point l'instruction de la proposition de loi ; car une question importante restera toujours sans réponse. Dans quelle mesure la vaccination antivariolique et l'obligation plus ou moins directe de cette inoculation, est-elle la cause de la décroissance de la variole, dans notre pays comme ailleurs ? Quelle est, dans cet heureux résultat, la part de l'hygiène toujours plus répandue, plus ingénieuse, plus minutieuse ; hygiène du corps, hygiène de la maison, de la voie publique, de l'égout, de l'hôpital ? Quelle est la part de l'emploi toujours plus courant des désinfectants usuels et populaires ? La variole n'a-t-elle pas surtout reculé devant l'hygiène, comme tant de maladies de la peau devenues rares, comme la lèpre elle-même, si fréquente au moyen âge ?

Il ne semble pas qu'en Belgique nous en soyons réduits, dans la lutte contre la variole, au moyen extrême et violent proposé à la Chambre. Sans contrainte, on fait aujourd'hui de grands efforts dans notre pays pour généraliser la vaccination. Un membre du Gouvernement a déclaré en section qu'en 1902 on a distribué 1,280,000 doses de vaccin. En janvier 1903, le dernier mois alors connu, le chiffre avait dépassé 400,000. Le progrès est donc beaucoup plus grand que ne le croient les auteurs de la proposition de loi. Ce qui importe, c'est de tenir gratuitement à la disposition du public un vaccin irréprochable. Or, cela se pratique. Que les autorités communales prennent des mesures efficaces pour assurer l'isolement des varioleux et que le Gouvernement en cette matière les éclaire de ses conseils et vienne au besoin à leur aide : ce sera un élément de progrès de plus.

Les efforts tentés sans contrainte sont donc considérables. Les résultats acquis ne le sont pas moins. En 1902, il y eut dans tout le pays 333 décès

par variole. Comme le praticien qui donne ce chiffre dans la *Presse médicale belge*, la Section centrale estime que ce n'est pas assez pour justifier une nouvelle atteinte à la liberté.

Elle vous prie, Messieurs, de rejeter la proposition de loi.

Le Président,

SCHOLLAERT.

Le Rapporteur,

AUG. DELBEKE.



NOTE DE LA MINORITÉ DE LA SECTION CENTRALE.

MESSIEURS,

L'attention des membres de la section centrale s'est portée sur trois objets, qui avaient d'ailleurs déjà préoccupé les sections :

1° La vaccination constitue-t-elle un remède préventif?

2° Le moyen proposé pour en généraliser la pratique est-il efficace, et d'une application facile?

3° L'obligation, en pareille matière, une fois admise, ne risque-t-on pas de frayer passage à tout un système de coercition auquel les Belges ne sont nullement préparés?

L'expérience du remède, qui seule peut nous éclairer sur le premier point, remonte à la fin du XVIII^e siècle; elle est, heureusement pour nous, déjà longue, et nous paraît au surplus concluante.

Que la vaccination préserve, sinon de toute atteinte, mais du moins de la virulence de la variole, il suffit, pour s'en convaincre, de rappeler les faits suivants.

L'Angleterre et la Suisse ont passé successivement du régime de l'obligation au régime de la liberté; l'épidémie, qui avait cessé de régner, s'est reproduite avec une violence nouvelle depuis que l'on s'est départi de la première rigueur. (*Voir l'ouvrage : Vaccination, Dr G. BORNE, Naud, 1902, p. 24.*)

En Suisse, c'est le Referendum de 1883 qui supprima, pour le canton de Zurich, la loi sur la vaccination obligatoire.

En 1882, pas un décès ne s'était produit dans le canton; l'année même de la suppression, on enregistre 3 décès pour 100,000 habitants, l'année suivante, 11, 13 et, en 1885, 52. Le canton de Berne, malgré cette expérience, veut, en 1895, s'affranchir à son tour de la loi; il était arrivé à éviter pour ainsi dire complètement toute contagion; en 1901, on constate 78 cas de variole et 4 décès parmi les vaccinés antérieurement; 89 cas et 16 décès parmi les non-vaccinés, soit pour la mortalité, 5.13 p. c. chez les premiers, 17.97 p. c. chez les seconds. (*Dr Borne, p. 127.*)

L'Angleterre a successivement renforcé ses mesures de préservation. En 1853, une loi décrète la vaccination obligatoire, mais les moyens d'exécution ne commencent à s'organiser qu'en 1867; à partir de 1876, ils arrivent à être complets. La mortalité par 100,000 habitants, qui s'était élevée à 41 pour la période quinquennale de 1871-1875, descend à 7.8 pour chacune des deux périodes quinquennales suivantes et touche enfin à 1.8 pour celle de 1886-1890.

En 1898, le Parlement anglais atténue l'obligation au point de la rendre illusoire. Il suffit aux parents, pour s'y soustraire, de déclarer devant le tribunal qu'ils croient en conscience la vaccine nuisible à la santé de leurs

enfants. En 1901, une épidémie se déclare et Londres est ravagée.

D'un tableau dressé par M. le Dr J. Bertillon pour la période du 21 juillet 1901 au 18 janvier 1902, il résulte qu'à Londres la progression du mal est constante :

Jusqu'au 31 août 1901 : 11 décès et 46 cas en 6 semaines.					
Du 1 ^{er} sept. au 12 oct.	»	:	30	»	» 261 » » »
Du 13 oct. au 23 nov.	»	:	75	»	» 471 » » »
Du 24 nov. au 4 janv. 1902	:	:	140	»	» 901 » » »
Du 5 janv. au 18 janv.	»	:	100	»	» 341 » 15 jours.

Le docteur Gubb, sur 1,017 cas de variole dont 770 terminés par guérison et 249 par la mort, observe un seul cas de variole, qui, au reste, n'a pas été mortel, chez un enfant au-dessous de cinq ans vacciné, tandis que chez les enfants du même âge, non vaccinés, se produisent 61 cas et 39 décès.

En France l'épidémie se déclare en 1869 ; la guerre franco-allemande désorganise tous les services d'hygiène ; plus de vaccination ; on n'arrive pas à se procurer du vaccin ; l'on compte que la variole enlève en France, de 1869 à 1893, 200,000, et dans l'armée seule, pendant la guerre, 23,400 individus.

L'armée allemande, soumise à l'obligation depuis 1834, ne perdait en ce même espace de temps que 459 varioleux, sur un million d'hommes. (Dr Borne, p. 74.)

La variole a disparu de l'armée française depuis que l'on a rigoureusement appliqué le règlement relatif à la vaccination ; les soldats restent indemnes, malgré leur rapport quotidien avec la population civile des centres contaminés.

Pendant les deux sièges de Paris, il ne meurt que 4,862 hommes par suite de blessures, et 17,681 sont victimes de la variole. Ce qui est plus suggestif encore, c'est le relevé de la morbidité mensuelle par suite de la variole dans l'armée française. C'est en octobre que les jeunes recrues arrivent au régiment. Pour novembre et décembre, on compte de 15 à 20 décès ; on arrive à près de zéro pour les dix autres mois.

Nous croyons n'avoir rien à ajouter à ces constatations ; elles démontrent que la vaccine prévient le mal. Pour tout individu vacciné elle le prévient victorieusement pendant un certain temps, puis elle sert encore à l'atténuer. On se convainc aisément de la réalité de cette atténuation en observant exactement les faits.

La ville de Londres, où la statistique a été dressée avec soin, nous fournit le relevé suivant : pour 100 individus vaccinés, morts de la variole de 1881 à 1900, on compte 4.5 enfants de moins de cinq ans, 40.5 enfants de cinq ans, non revaccinés, 51 adultes (Dr Borne, p. 159 et 154.) Chez les sujets vaccinés, la variole est exceptionnelle avant 10 ans (12 cas pour 760), rare jusqu'à 15 ans (42 cas), fréquente de 15 à 30 ans, faute de revaccination ; elle diminue vers 40 ans pour augmenter de nouveau à partir de 45. Chez

les sujets non vaccinés, elle est surtout fréquente avant 15 ans ; sur 144 cas, 136 appartiennent à cet âge (Dr BORNE, p. 140.) Il résulte clairement de là, ce nous semble, que la revaccination est nécessaire, mais au bout de combien de temps ?

D'après les statistiques, on obtient, dans les écoles, 15 à 20 p. c. de revaccinations efficaces, et 50 à 60 p. c. dans l'armée.

Il est sans doute difficile, d'après ces données, de fixer à l'immunité un terme tout à fait rigoureux, il faut se contenter d'une approximation. C'est ce qui se fait partout, et l'on estime à une dizaine d'années l'action préventive du vaccin.

On a objecté que la mortalité générale se serait accrue avec la pratique de la vaccination.

Il suffit, pour répondre à cette appréhension, de prendre, cette fois encore, les statistiques de l'Angleterre.

La mortalité générale y était de 498,827 pour l'année 1894 ; elle s'élève à 587,830 en 1900 ; et c'est précisément dans l'intervalle, c'est-à-dire en 1898, que la liberté a été rendue aux parents, sous une condition vraiment illusoire, comme nous l'avons déjà observé.

Quant aux maladies dont on a essayé de rendre la vaccination responsable, on ne s'accorde nullement à leur endroit ; les uns parlent du croup, de la typhoïde, de la phtisie ; d'autres de la scarlatine, de la rougeole, de la consommation ; d'autres encore des affections des membranes muqueuses, enfin le docteur Grasset met sur le compte de la vaccine la propagation de la morve, de la fièvre aphteuse, du charbon, du tétanos, de la tuberculose. On a remarqué cependant que le docteur Grasset avait trois enfants, dont l'aîné a été vacciné, dont le second a été très éprouvé par la variole, et dont le troisième est dans l'attente de ce que son père finira par conclure des observations assez contradictoires qu'il a recueillies.

La vérité est que l'on doit, même pour cette bénigne opération, s'entourer de certaines précautions ; mais les statistiques n'ont pas fourni le moindre appui aux reproches systématiques que lui ont adressés ses détracteurs.

Les précautions, tout le monde les connaît aujourd'hui, et l'on ne fait plus d'inoculation sans les prendre soigneusement : vaccin animal pur et frais, asepsie.

L'on peut donc, sans hésiter, s'arrêter aux conclusions suivantes, admises d'ailleurs, ou peu s'en faut, par l'unanimité des savants :

La vaccination constitue un remède souverain pour une période que l'on estime à une dizaine d'années. Elle atténue le mal après ce laps de temps ; la revaccination est alors indiquée. Appliquée avec les précautions connues, la vaccination ne présente aucun danger.

Quel sera le moyen d'amener les intéressés à y recourir ?

C'était là notre seconde question.

Que d'essais tentés jusqu'ici dans les domaines les plus divers pour mettre les citoyens prévoyants à l'abri de l'imprudence des autres ! S'il est question de l'hygiène, on peut affirmer, sans risque, que seules les mesures énergiques réussissent.

Dans tous les pays civilisés, lorsqu'il s'agit de centres reconnus comme contagieux ou seulement soupçonnés de l'être, on a soin d'armer puissamment le pouvoir local. Pour ce qui concerne spécialement la variole, les lois se sont montrées rigoureuses, dans presque tous les pays de l'Europe :

Depuis 1874, en Allemagne, où l'amende de 27 francs atteint parents et tuteurs qui ne peuvent pas produire un certificat officiel de vaccination ou établir les motifs légaux qui en légitiment l'omission. Si celle-ci se produit au mépris des observations officielles, les parents et tuteurs sont passibles d'une amende de fr. 62.25 ou d'un emprisonnement maximum de trois jours.

Des amendes plus élevées frappent les médecins-vaccinateurs qui ne produisent pas à l'autorité une statistique en règle des vaccinations, ou que l'autorité juge avoir fait preuve de négligence.

(En Bavière, l'obligation existait déjà depuis 1867, dans le Hanovre et dans la Hesse depuis 1825.)

Depuis 1871, en Danemark, où l'on vaccine d'autorité en temps d'épidémie.

Depuis 1888, en Italie, où l'obligation existe sans distinction entre les temps d'épidémie et le temps normal.

Depuis 1835, en Grèce.

Depuis 1881, en Serbie, sous peine d'une amende de 5 à 40 francs pour un premier refus, du double pour le récidive. Si l'enfant non vacciné est atteint de la variole, l'amende peut s'élever à 100 dinars.

En Suède, où se trouvent depuis 1855 les dispositions que la vigilance de la Serbie a tenu en 1881 à introduire chez elle ; sauf qu'en Suède, dans le cas de variole constatée chez un individu pour lequel il y a eu refus, c'est la détention elle-même qui est appliquée.

Enfin, en Écosse, depuis 1885.

L'Autriche et la Hollande n'imposent d'obligation qu'aux instituteurs et aux élèves.

La Russie et l'Espagne ont négligé les moyens de préservation ; aussi la variole se trouve-t-elle dans ces deux pays à l'état endémique et ne cesse d'y exercer des ravages considérables. Aucune nation, y compris la Turquie, ne compte autant de victimes de la variole que la Russie et l'Espagne.

Quant à l'Angleterre et à la Suisse, nous avons déjà vu que ces deux pays ont varié sous ce rapport. Les résultats qui y furent obtenus par la rigueur, comparés à la recrudescence du mal dès que l'on s'en départait, nous fournissent précisément les arguments les plus décisifs en faveur de la sévérité.

Le projet de loi que MM. Terwagne, Branquart et Delbastée ont signé, formule une sanction pénale qui demeure en dessous de celles que nous venons de citer ; l'amende serait de 1 à 25 francs.

Pourra-t-on dire avec vérité que nous allons nous trouver sous le régime de la vaccination obligatoire ? Aucun des articles du projet ne donne à l'autorité le pouvoir de faire subir la vaccination forcée ; il y aura une amende à prononcer, mais la contrainte ne va pas au delà.

Nous croyons n'avoir pas à commenter chacun des huit articles dont se compose le projet ; leur texte et les développements donnés par l'hono-

nable M. Terwagne suffisent à en préciser le sens. Le changement que nous y apportons quant au taux de l'amende répond aux vœux des auteurs mêmes du projet.

Trois sections s'étaient prononcées contre l'obligation par 8 voix contre 3; trois sections l'avaient admise par 10 voix contre 2, et cela, avant que le taux de l'amende eût été abaissé.

La majorité de la section centrale a été frappée des résultats obtenus sous le régime actuel. En 1902, il n'y aurait eu dans tous les pays, que 338 décès par variole. L'honorable rapporteur résume d'un mot l'impression que ce chiffre a produit sur la majorité : « Ce n'est pas assez pour justifier une nouvelle atteinte à la liberté ».

Pour nous, ces 338 décès sont déjà de trop, dès l'instant qu'il est acquis que l'on peut aisément, efficacement et sans danger les prévenir. L'on devrait, du reste, faire état non pas seulement des 338 Belges morts de la variole, mais de toutes les victimes de cette affreuse maladie; victimes auxquelles ce mal, sans coûter la vie; a causé de longues souffrances, victimes dont l'organisme, au dire des médecins, sera désormais moins résistant à tout ce qui menace l'existence et la santé.

Les statistiques, au surplus, n'acquièrent de valeur qu'en embrassant de longues durées; que conclure de ce qui s'est produit pendant un an? Période trop courte pour les statistiques de ce genre. L'on reconnaîtra que celles que nous produisons échappent à ce reproche.

Nous n'avons plus qu'un mot à ajouter à l'adresse de ceux que pourrait étonner la hardiesse de cette prétendue innovation, à savoir une apparence d'obligation légale, décrétée à propos d'hygiène.

« L'adoption de la proposition, nous dit le rapport, serait un précédent » dangereux. A mesure que la sérothérapie fera des progrès, d'autres virus, » comme la tuberculose et le sérum antityphique, demanderont leur inscription parmi les vaccins obligatoires. »

Nous nous plaisons à reconnaître qu'en parlant ainsi l'honorable rapporteur donne à l'objection sa vraie portée et qu'il la formule en termes précis.

Nous nous garderons de discuter les multiples acceptions du mot liberté; il nous suffira de dire que nous ne songeons pas à reculer devant les conséquences du précédent, ni à nous dérober aux reproches, si fréquemment adressés dans notre pays, à ceux qu'on se plaît à appeler les interventionnistes.

Ce n'est pas de parti pris que nous en appelons à l'ingérence du pouvoir civil, nous n'en faisons pas une règle systématique, préférant garder le droit de demander à nos contradicteurs si ce n'est pas plutôt chez eux que l'on pêche par cet excès; mais nous aimons à rechercher de laquelle des deux libertés il est le plus opportun de prendre la défense, et pour nous en tenir au sujet qui nous occupe, serait-ce par hasard la liberté de mon voisin, oublieux des précautions les plus sûres et les plus élémentaires, et qui, après avoir laissé envahir sa maison, menace la mienne de la contagion, au mépris du droit que j'ai d'y rester à l'abri? N'est-ce pas plutôt cette dernière liberté, dussions-nous l'acheter au prix d'un faible abandon de notre indépendance

au profit du pouvoir civil, qui, dans l'intérêt de la sécurité de tous, nous réclame ce léger sacrifice?

Après la vaccination jennérienne, il en viendra d'autres, nous dit-on. Qu'importe, si leur efficacité et l'urgence de leur emploi sont égales; ou plutôt, que ne peut-il en être bientôt ainsi, et quel bienfait pour l'humanité, si l'on avait la certitude qu'à la faveur d'une simple vaccination nous pourrions être tous immunisés à l'endroit de cette maladie, qui cause aujourd'hui, à elle seule, presque autant de ravages que les autres contagions ensemble, la phthisie tuberculeuse?

La question se présentera alors, comme elle se présente aujourd'hui au sujet de la variole, et ceux qui partagent notre manière de voir, mettront en balance les avantages de la licence et ceux de la réglementation; mais ils se garderont de parler de liberté et du culte souvent par trop aveugle que l'on s'habitue à professer pour ce qui n'en a que l'apparence.

En attendant, faisons des vœux pour que la découverte du sérum antituberculeux se présente avec le cortège d'expériences et de résultats dont le vaccin antivariolique est entouré et que l'efficacité du remède puisse s'obtenir au prix d'efforts aussi minimes et de contraintes aussi légères.

La Belgique se défie instinctivement de toute action de l'autorité; l'histoire du pays explique assez cette répulsion; mais nous n'avons plus, au XX^e siècle, les mêmes raisons de craindre les excès du pouvoir, tout au moins en la matière dont il s'agit ici. Ecartons tout parti pris; la politique consistera toujours à mettre en balance, bien moins divers systèmes adverses, que les résultats que chacun d'eux assure à un moment donné. Sans doute, toute intervention non justifiée constitue un mal en soi; mais entre deux maux, il faut résolument choisir le moindre. L'on peut, sans doute, prévoir la convenance d'une moindre intervention de l'autorité, le jour où les consciences auront mieux le sentiment du devoir qui incombe à chacun de nous en raison de son état social; mais en sommes-nous là? Et pour revenir à l'hygiène, oserait-on de gaité de cœur abandonner ce qui la concerne au caprice individuel, et cela sous couleur de liberté! La liberté devient ici, comme dans d'autres cas d'ailleurs, l'asservissement des meilleurs à toutes les menaces que favoriserait l'inconcevable incurie des autres ou que provoquerait le coupable mépris des devoirs de justice et de charité qui incombent à tous.

Le projet, tel qu'il a été proposé, est maintenu par la minorité de la section centrale, à la seule exception qu'il faut, à l'article 8, remplacer les mots : « de dix à deux cents francs » par les mots : « de un à vingt-cinq francs ».

Au nom de la minorité :

CH. DE PONTIÈRE.

(16)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 8 JULI 1903.

Voorstel van wet tot het verplichtmaken van inenting tegen pokziekte en van herinenting (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2), UITGEBRACHT DOOR DEN HEER DELBEKE

MIJNE HEEREN,

Drie afdeelingen keurden het voorstel goed, twee wezen het af. Eene afdeeling drukte haar gevoelen niet uit, doch benoemde een verslaggever die tegen het beginsel van het wetsvoorstel is. Vier en twintig leden waren in de afdeelingen aanwezig.

Eenparig brengt de Middenafdeeling hulde aan de inzichten der onder-teekenaars van het voorstel, die de pokziekte bij onze bevolking willen uitroeien. Doch de afdeeling is van gevoelen dat het voorgestelde middel niet strookt met 's lands zeden en in ons land niet onmisbaar is.

Onze medeburgers, zoo wars voor verplichting, zouden zich kwalijk voegen naar de door straffen bekrachtigde wettelijke verplichting om op hunnen persoon eene heilkundige bewerking te dulden, en eene etterstof met hun bloed te laten vermengen.

Nog stelliger zouden zij opkomen tegen verplichte herinenting, na verloop van den tijd van vrijdom, welken de geneeskunde nog niet wist te bepalen, maar die immermeer blijkt zeer kort te wezen.

Na verloop van korten tijd, zou ons volk, thans door propaganda- en overtuigingsmiddelen, de gemakkelijkheden aan het publiek verschaft, en de schoolverordeningen, zoo goed gewend aan zelfs herhaalde inenting, terugdeinzen voor wettelijke verplichting, en eerlang zou de partij tegen koepokinenting, zoo ijverig in Engeland, Duitschland en Frankrijk, in België een vruchtbaren bodem aantreffen. Het stellig gevolg ware minachi-

(1) Wetsvoorstel, n° 25.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer SCHOLLAERT, bestond uit de heeren HENRY DELVAUX, TERWAGNE, DEMIS, LEFEBVRE, DE PONTJËRE, DELBEKE.

ting voor de entstof en volkswantrouwen tegen haar gebruik. Eens te meer zou de dwangwet een met haar oogmerk strijdend gevolg hebben.

Overigens ware 't als voorbeeld gevaarlijk het voorstel aan te nemen. Wordt koepokinenting tot verplichting gemaakt, waarom niet insgelijks inenting tegen brandige keelontsteking en tegen razernij? Al de redenen, aangevoerd voor Jenner's verrichting, kunnen gelden voor het toepassen van de ontdekkingen van Roux en Pasteur. De doelmatigheid van deze serums schijnt stellig te zijn. Brandige keelontsteking, — die moederschrik, — komt veel voor en is aanstekelijk. Razernij — men treft ze aan ter straat — bedreigt ons allen. 't Is eene onzeglijk afschrikwekkende kwaal. Is men gerechtigd te weigeren zich te vrijwaren, wanneer men aldus niet enkel zichzelf, maar ook anderen aan de plaag blootstelt?

En naarmate de geneeskundige verpleging door middel van serum vooruitgaat, zullen andere entstoffen, namelijk die tegen tering en typhus, eene plaats eischen onder de verplichte entmiddelen.

De voorstanders van het voorstel beweren dat het moet aangenomen worden, omdat in andere landen verplichte pokinenting als 't ware de pokziekte uitroeide. Men heeft deze bevestiging overdreven geheeten. Bij gemis van nauwkeurige inlichtingen en oorkonden, kon de Middenafdeeling met geene zekerheid deze bevestiging nagaan. Zij was van oordeel dat dit verslag niet diende te worden ingehouden tot het wetsvoorstel in dit opzicht was onderzocht, want een belangrijk vraagstuk zal steeds onbeantwoord blijven. In welke mate veroorzaakt inenting tegen pokziekte en min of meer rechtstreeksche verplichting daartoe het afnemen van de pokziekte in ons land en elders? Welk aandeel heeft in dezen gunstigen uitslag de steeds meer verspreide, meer doordachte gezondheidsleer: gezondheid van het lichaam, van huizen, openbare wegen, riolen, gasthuizen? Welk aandeel, het meerdere gebruik van gewone ontsmettende middelen bij het volk? Week de pokziekte niet vooral voor de gezondheidsleer, evenals zoovele zeldzaam geworden huidziekten, bij voorbeeld de melaatschheid zelve, die in de middeleeuwen zoo veelvuldig voorkwam?

't Schijnt niet dat wij, voor den strijd tegen pokziekte, over niets anders beschikken dan het uiterst en geweldig middel dat aan de Kamer is voorgesteld. Zonder dwang, worden thans in ons land aanzienlijke pogingen aangewend om pokinenting algemeen te maken. In eene afdeeling verklaarde een lid der Regeering dat er 1,280,000 dosissen koepokstof in 1902 werden afgeleverd. In Januari 1903, de laatste maand waarover men toen was ingelicht, bedroeg het cijfer meer dan 400,000. Dus is er veel meer vooruitgang dan de onderteekenaars van het wetsvoorstel denken. Doch het is noodig eene steeds onberispelijke koepokstof ter beschikking van het publiek te houden, en dat geschiedt dan ook. Dat de gemeenteverheden doelmatige maatregelen nemen voor het afzonderen van poklijders en dat de Regeering ze voorga met raad en desnoods de behulpzame hand biede, dat ware een middel tot nog meerdere verbetering.

Dus worden er zonder dwang aanzienlijke pogingen aangewend. Ook de verworven uitslagen zijn gewichtig. In 1902 stierven in gansch het land

335 personen aan pokziekte. Met den vakman die dit cijfer opgeeft in de *Presse médicale belge*, is de Middenafdeeling van oordeel dat dit niet genoeg is om eene nieuwe inbreuk op de vrijheid te billijken.

Zij verzoekt U, Mijne Heeren, het wetsvoorstel te verwerpen.

De Verslaggever,

AUG. DELBEKE.

De Voorzitter,

F. SCHOLLAERT.



NOTA VAN DE MINDERHEID DER MIDDENAFDEELING.

MIJNE HEEREN,

De aandacht der leden van de Middenafdeeling is gevestigd geworden op drie punten, waarmede overigens de afdeelingen zich reeds onledig hadden gehouden :

1° Is koepokinenting een behoedmiddel?

2° Is het voorgestelde middel om ze algemeen te doen toepassen, doelmatig en gemakkelijk uitvoerbaar.

Is eenmaal verplichting op dat gebied aangenomen, loopt men dan geen gevaar om doorgang te laten aan een dwangmiddel, waartoe de Belgen geenszins zijn voorbereid?

De beproeving van het middel, het eenige wat ons over het eerste punt kan inlichten, dagteekent van het einde der XVIII^e eeuw; gelukkiglijk voor ons, duurde zij reeds lang en schijnt ons overigens afdoende.

Om te bewijzen dat de koepokinenting zooniet van alle aantasting bevrijdt, ten minste het hevige der pokziekte weert, kan het volstaan de volgende feiten te herinneren :

Engeland en Zwitserland hebben achtereenvolgens het stelsel van verplichting vervangen door vrijheid; de besmetting, die had opgehouden, hernam hevig sedert van de eerste strengheid werd afgezien. (Zie het werk: *Vaccination*, Dr G. BORNE, Naud, 1902, blz. 24.)

In Zwitserland werd door het Referendum in 1883 voor het kanton Zurich de wet op verplichte koepokinenting ingetrokken.

In 1882 overleed er in het kanton niemand aan pokziekte; het jaar zelf van de intrekking, waren er 5 overlijdens op 100,000 inwoners; het volgende jaar 11; in 1884, 13 en in 1885, 52. Ondanks deze ervaring, wil het kanton Bern zich in 1895 insgelijks van de wet ontmaken; daar was als 't ware alle besmetting vermeden; in 1901, neemt men 78 gevallen van pokziekte waar en 4 overlijdens onder de vroeger ingeënten; 89 gevallen en 16 overlijdens onder de niet ingeënten, dus voor de sterfte, 5.13 t. h. bij de eerstgemelden en 17.97 bij de tweeden (Dr Borne, blz. 127).

Engeland versterkte achtereenvolgens zijne voorzorgmaatregelen. In 1853 beveelt eene wet verplichte koepokinenting, doch de middelen tot uitvoering worden eerst in 1867 ingericht; van 1876 af zijn zij volledig. De sterfte op 100,000 inwoners, die 41 bedroeg voor het vijfjarig tijdvak 1871-1875, daalt tot 7.8 voor elk der twee volgende, vijfjarige tijdvakken en ten slotte tot 1.8 voor 1886-1890.

In 1898 verzacht het Engelsch Parlement de verplichting, in zooverre dat zij denkbeeldig wordt. Om zich eraan te onttrekken, hoeven de

ouders voor de rechtbank eenvoudig te verklaren dat zij in geweten de inenting schadelijk achten voor de gezondheid hunner kinderen. In 1891 ontstaat eene besmetting en Londen wordt verwoest.

Uit eene tabel, door Dr J. Bertillon opgemaakt voor het tijdperk van 21 Juli 1901 tot 18 Januari 1902, blijkt dat te Londen de kwaal gestadig toeneemt.

Tot 31 Augustus 1901 : 11 sterften en 46 gevallen in 6 weken.					
Van 1 Sept. tot 12 Oct.	»	: 30	»	261	»
Van 13 Oct. tot 23 Nov.	»	: 75	»	471	»
Van 24 Nov. tot 4 Jan. 1902	»	: 140	»	901	»
Van 5 Jan. tot 18 Jan.	»	: 100	»	511	15 dagen.

Op 1,017 gevallen van pokziekte, waarvan 770 met genezing en 240 doodelijk af liepen, neemt dokter Guble een geval aan, dat overigens niet doodelijk was, bij een gevaccineerd kind beneden vijf jaar, terwijl onder de niet ingeënte kinderen van denzelfden ouderdom 61 gevallen en 39 sterfgevallen ontstonden.

In Frankrijk ontstond de ziekte in 1869; door den Fransch-Duitschen oorlog geraken alle gezondheidsdiensten ontredderd; geene koepokinenting meer; men kon geene koepokstof meer krijgen; men rekent dat de pokziekte in Frankrijk, van 1869 tot 1893, 200,000 personen wegsleepte, en, tijdens den oorlog, bij het leger alleen, 23,400.

Het Duitsch leger, sedert 1834 aan verplichting onderworpen, verloor in denzelfden tijd slechts 439 poklijders, op een milioen man. (Dr Borne, blz. 74.)

De pokziekte is uit het Fransch leger verdwenen, sedert de verordening op de pokinenting streng wordt toegepast; de sol laten blijven ongedeed, ondanks hunne dagelijksche aanraking met de burgers in besmette plaatsen.

Tijdens de twee belegeringen van Parijs, sterven maar 4,862 man aan wonden, en zijn er 17,681 het slachtoffer van pokziekte. Wat nog meer zegt, is de maandelijksche opgave van het getal poklijders bij het Fransche leger. In October komen de jongelingen bij het regiment. In November en December zijn er van 15 tot 20 overlijdens; in de tien andere maanden nagenoeg geen.

Volgens de statistieken, verkrijgt men in de scholen 15 tot 20 t. h. doelmatige herinentingen, en 50 tot 60 bij het leger.

Ongetwijfeld is het volgens deze opgaven moeilijk de verzwareing nauwkeurig te bepalen en moet men zich aan een nabijkomend cijfer houden. Dit geschiedt overal en de behoedende kracht der koepokstof wordt op een tiental jaren geschat.

Wij meenen niets te moeten toevoegen aan deze bewijsvoering, waaruit blijkt dat koepokinenting de kwaal weert. Voor iederen ingeënten persoon voorkomt zij ze zegevierend gedurende zekeren tijd, en dient vervolgens nog om ze te verzachten. Zoo men de feiten aandachtig nagaat, geraakt men gemakkelijk overtuigd van de wezenlijkheid dezer verzachting.

De stad Londen, waar de statistiek zorgvuldig werd opgemaakt, geeft ons de volgende opgave : op 100 ingeënte personen, van 1881 tot 1900 gestorven aan pokziekte, telt men 4.3 niet heringeënte kinderen beneden de vijf jaar, 40.5 kinderen van vijf jaar, 51 volwassenen. (D^r BORNE, bladz. 139 en 151.) Bij ingeënte personen, is pokziekte eene uitzondering vóór den leeftijd van 10 jaar (12 gevallen op 760); zij komt zelden voor tot 15 jaar (42 gevallen), menigvuldig van 15 tot 30 jaar, bij gebrek van herinenting; zij vermindert rond 40 jaar, om opnieuw te stijgen van af 45 jaar. Bij niet ingeënten, komt zij soms veelvuldig voor beneden 15 jaar; op 144 gevallen, behooren 136 tot dien leeftijd. (D^r BORNE, bladz. 140.) Daaruit volgt, schijnt het ons, duidelijk dat herinenting noodzakelijk is, doch na hoeveel tijd?

Daartegen werd aangevoerd dat de algemeene sterfte vermeerderd zou zijn door de pokinenting.

Om deze vrees weg te nemen, zal het nogmaals volstaan de Engelsche statistieken te overzien.

In het jaar 1894, waren daar in 't geheel 498,827 sterfgevallen, en 587,830 in 1900; en juist intusschen, dat is in 1898, herkregen de ouders hunne vrijheid, onder de waarlijk denkbeeldige voorwaarde waarvan wij hierboven gewaagden.

Over de ziekten, waarvoor men de pokinenting aansprakelijk wilde maken, is men het geenszins eens; de eenen spreken van kroep, typhus, tering; anderen, van roode koorts, mazelen, verkwijning; nog anderen, van aandoening der slijmvliezen, en doctor Grasset schrijft aan pokinenting toe het verspreiden van snotziekte, van mond- en klauwzeer, van koolziekte, van tetanos, van longtering. Toch werd opgemerkt dat doctor Grasset drie kinderen had, waarvan het eerste was ingeënt, het tweede erg aangedaan van pokziekte, en waarvan het derde nog wacht naar wat zijn vader opmaken zal uit zijne vrij tegenstrijdige waarnemingen.

De waarheid is dat men zelfs voor deze onschadelijke verrichting voorzorgen moet nemen; doch de statistieken leverden niet den minsten steun aan de stelselmatige verwijten harer bestrijders.

De voorzorgen kent thans iedereen, en geene pokinenting geschiedt nog zonder nauwe voorzorg: zuivere en versehe dierenpokstof, ontsmetting.

Dus mag men zich zonder aarzelen houden aan de volgende besluiten, nagenoeg door alle geleerden aangenomen:

Pokinenting is een doelmatig middel voor een tijdsperk dat op een tiental jaren wordt geschat. Na dien tijd, verzacht zij de kwaal; dan is herinenting noodzakelijk. Met de gekende voorzorgen levert pokinenting geen gevaar op.

Door welk middel zal men de belanghebbenden daartoe overhalen?

Dat is onze tweede vraag.

Wat al pogingen werden niet aangewend op allerlei gebied, om voorzichtige lieden te behoeden tegen onvoorzichtigheid van anderen. In zake van gezondheid, mag men onbevreesd zeggen dat enkel krachtdadige maatregelen gelukken.

In alle beschaafde landen wordt, zoo het centrums geldt die bekend staan als besmettelijk of zelfs daarvan zijn verdacht, de plaatselijke overheid sterk gewapend. Bijzonderlijk in zake van pokziekte, waren in schier al de landen van Europa de wetten streng.

Sedert 1874, toen in Duitschland eene boete van 27 frank de ouders en voogden treft die geen ambtelijk bewijsschrift van pokinenting kunnen vertoonen of de wettelijke redenen aanhalen waarom het nalaten werd gebilijkt, zijn, zoo er pokziekte ontstaat ondanks de ambtelijke bevelen, de ouders en voogden strafbaar met eene boete van fr. 62.25 of eene gevangenzitting van hoogstens drie maanden.

Nog sterkere boeten treffen de koepokinentende geneesheeren, die aan de overheid geene regelmatige statistiek leveren van de inenting, of die door de overheid worden bevonden bewijs van nalatigheid te hebben geleverd.

(In Beieren bestond de verplichting reeds sedert 1867, in Hanover en Hessen sedert 1825.)

Sedert 1871 in Denemarken, waar tijdens smetziekte ambtshalve wordt ingeënt.

Sedert 1888 in Italië, waar de verplichting bestaat zonder onderscheid tusschen besmette en gewone tijden.

Sedert 1835 in Griekenland.

Sedert 1881 in Servië, op straf eener boete van 5 tot 10 frank voor eene eerste weigering, van het dubbele bij hervalling. Wordt het niet ingeënt kind aangetast door pokziekte, zoo kan de boete 100 dinars beloopt.

In Zweden, waar sedert 1853 de bepalingen bestaan die Servië's waakzaamheid in 1881 te zijner invoerde, behalve dat in Zweden, in geval van pokziekte, vastgesteld bij een persoon die geweigerd had, zelfs gevangenzitting wordt toegepast.

Eindelijk in Schotland sedert 1883.

Oostenrijk en Nederland leggen de verplichting enkel op aan onderwijzers en leerlingen.

Rusland en Spanje verwaarloosden de voorkomingsmiddelen; ook heerscht daar bestendig pokziekte, die er aanzienlijke verwoestingen aanricht. Geen volk, met inbegrip van Turkije, telt zooveel slachtoffers van pokziekte als Rusland en Spanje.

Hierboven zagen wij dat Engeland en Zwitserland in dat opzicht veranderden. De uitslagen, aldaar door strengheid verkregen, vergeleken met het toenemen der kwaal, zoodra die strengheid verslapte, levert ons juist de meest afdoende redenen ten voordeele der strengheid.

In het wetsvoorstel der heeren Terwagne, Branquart en Delbastée staat eene mindere strafbepaling dan de daareven aangehaalde; de boete zou van 1 tot 25 frank bedragen.

Mag men waarlijk zeggen dat verplichte pokinenting ons opgedrongen zal worden? Geen artikel van het wetsvoorstel machtigt de overheid om met dwang te doen inenten; er zal eene boete uit te spreken zijn, doch verder gaat de dwang niet.

Wij achten niet ons oordeel te moeten vellen over de acht artikelen van

het wetsvoorstel ; hun tekst en de toelichting door den achtbaren heer Terwagne volstaan om den zin ervan te verduidelijken. De verandering, die wij er aan toebrengen voor het bedrag der boete, beantwoordt aan de verlangens der onderteekenaars van het voorstel.

Drie afdeelingen verklaarden zich met 8 stemmen tegen 3 tegen de verplichting ; drie afdeelingen hadden het goedgekeurd met 10 stemmen tegen 2, en zelfs voordat het bedrag der boete was verlaagd.

De meerderheid der Middenafdeeling was getroffen door de uitslagen, onder het bestaande stelsel verworven. In 1902 waren er in gansch het land slechts 335 gevallen van sterfte aan pokziekte. Met een enkel woord vat de verslaggever den indruk samen, welken dit cijfer op de meerderheid verwekte : « Dat is niet genoeg om eene nieuwe inbreuk op de vrijheid te wettigen. »

Voor ons, zijn die 335 sterfgevallen reeds te veel, van 't oogenblik dat men ze gemakkelijk, doelmatig en zonder gevaar kan voorkomen. Overigens zou men niet enkel moeten letten op de 335 Belgen, aan pokziekte gestorven, maar op al de slachtoffers dier verschrikkelijke ziekte, die zonder er het leven bij in te schieten, langdurend leden en die voortaan, naar de bewering der geneesheeren, minder bestand zullen zijn tegen alles wat het bestaan en de gezondheid betreft.

Overigens verwerven statistieken maar waarde wanneer zij strekken over vele jaren ; wat is er te besluiten uit hetgeen in een enkel jaar voorviel ? Dat is een te korte tijd voor dergelijke statistieken. Men moet bekennen dat de door ons aangehaalde dit verwijt niet verdienen.

Nog een paar woorden hebben wij nog hier bij te voegen, voor hen die verbaasd zouden kunnen zijn over deze zoogezegde stoute nieuwigheid, te weten een schijn van wettelijke verplichting in zake van gezondheid.

« Overigens ware 't, als voorbeeld, gevaarlijk het voorstel aan te nemen.

» Wordt koepokinenting tot verplichting gemaakt, waarom niet insgelijks inenting tegen brandige keelontsteking en tegen razernij. »

Volgaarne bekennen wij dat de achtbare verslaggever aldus sprekende, aan de tegenwerping hare wezenlijke beteekenis geeft en ze in duidelijke bewoordingen uitdrukt.

Wij zullen ons wel wachten te twisten over de menigvuldige beteekenissen van het woord vrijheid ; wij deinzen niet terug voor de gevolgen van het voorbeeld en onttrekken ons niet aan de in ons land zoo vaak uitgebrachte verwijten tegen hen die men zoo graag de tusschenkomenden heet.

Niet opzettelijk vragen wij de optreding der burgerlijke macht ; wij maken er geen stelselmatigen regel van en behouden liever het recht om onzen bestrijders te vragen of zij het niet veeleer zijn, die aan dat euvel mank gaan ; doch wij onderzoeken liever welke van beide vrijheden het meest dient verdedigd te worden, en, om bij ons onderwerp te blijven, zou het wellicht de vrijheid zijn van mijn buurman, die de zekerste en eerste voorzorgen verwaarloost, en nadat hij zijn huis liet verpesten, het mijne dreigt met besmetting, trots mijn recht om daar bevrijd te blijven ?

Is 't niet veeleer laatstgemelde vrijheid, al moesten wij ze bekostigen met het afstaan van een gering deel onzer onafhankelijkheid ten voordeele der burgerlijke macht, die ons, voor ieders veiligheid, dit gering offer vraagt ?

Na de inenting volgens Jenner, zegt men ons, zullen er andere komen. Wat geeft het er aan, als zij even doelmatig en van dringend gebruik zijn; of liever, waarom kan dit niet eerlang het geval zijn, en welke weldaad ware 't niet voor de menschheid, zoo men verzekerd was dat wij door middel van eene eenvoudige inenting allen vrij zouden zijn van die ziekte, welke thans alleen bijna zooveel verwoesting aanricht als al de andere te zamen, de longtering ?

De vraag zal alsdan oprijzen, zooals zij thans wordt gesteld voor de pok-ziekte, en zij die ons gevoelen deelen, zullen de voordeelen der vrijheid vergelijken met die van verordening; doch zij zullen zich wel wachten te spreken van vrijheid en van de maar al te groote voorliefde die men doorgaans heeft voor alles wat daar enkel den schijn van aanneemt.

Laat ons, in afwachting, wenschen dat de ontdekking van het serum tegen longtering omringd zij door proefnemingen en uitslagen, opgeleverd door de koepokstof, en dat het middel zoo gemakkelijk en ongedwongen mogelijk doelmatig kan werken.

België heeft eenen ingeboren afkeer voor alle daden van gezag; die afkeer is genoeg uit te leggen door 's lands geschiedenis; doch in de XX^e eeuw hebben wij niet meer dezelfde redenen om overdrijving van gezag te vreezen, ten minste niet voor de zaak die ons hier bezighoudt. Laat ons allen opgezetten zin daarlaten, politiek zal immer hierin bestaan, dat men veel minder verschillende tegenstrijdige stelsels vergelijkt dan de uitslagen door ieder stelsel op een gegeven oogenblik verzekerd. Ongetwijfeld is alle niet gerechtvaardigde tusschenkomst op zichzelf een kwaad; doch tusschen twee kwalen moet men vastberaden het minste kiezen. Ongetwijfeld mag men voorzien dat het behoorlijk ware dat de overheid minder tusschen beide kwam, van 't oogenblik dat de gewetens beter bewust zijn van ons aller plicht ten gevolge van onzen maatschappelijken toestand; doch zijn wij reeds zoover geraakt? En, om terug te komen tot de gezondheidsleer, zou men wat haar betreft lichthartig durven overlaten aan persoonlijke gril, en dit onder den schijn van vrijheid! Hier wordt, evenals in vele andere gevallen, vrijheid het overlaten van de besten aan al de gevaren die bevorderd worden door de onbegrijpelijke zorgeloosheid der anderen, of ontstaan door het strafbaar misprijzen van aller plichten van rechtvaardigheid en liefde.

Het ontwerp, zooals het is voorgesteld, wordt gehandhaafd door de minderheid der Middenafdeeling, met deze enkele afwijking dat, in artikel 8, de woorden : « van tien tot twee honderd frank » dienen vervangen te worden door : « *van een tot vijf en twintig frank* ».

Namens de minderheid :

CH. DE PONTIÈRE.